Cahiers d'Études africaines

Cahiers d'études africaines

215 | 2014 Varia

L'histoire générale de l'Afrique de l'Unesco

Un projet de coopération intellectuelle transnationale d'esprit afrocentré (1964-1999)

Unesco's General History of Africa. *An African-Centered project of Transnational Intellectual Cooperation* (1964-1999)

Chloé Maurel



Édition électronique

URL: http://journals.openedition.org/etudesafricaines/17812

DOI: 10.4000/etudesafricaines.17812

ISSN: 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 3 octobre 2014

Pagination: 715-737 ISSN: 0008-0055

Référence électronique

Chloé Maurel, « L'histoire générale de l'Afrique de l'Unesco », Cahiers d'études africaines [En ligne], 215 | 2014, mis en ligne le 02 octobre 2016, consulté le 30 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/etudesafricaines/17812; DOI: 10.4000/etudesafricaines.17812

© Cahiers d'Études africaines

L'histoire générale de l'Afrique de l'Unesco

Un projet de coopération intellectuelle transnationale d'esprit afro-centré (1964-1999)

Les années 1960-1970 sont marquées par un intense travail de réappropriation de leur histoire par les peuples africains. Dans cet esprit, à partir de 1964¹, l'Unesco a promu la rédaction d'une *Histoire générale de l'Afrique (HGA)*. Cette Histoire, qui a immédiatement suscité l'enthousiasme des pays africains², a été publiée entre 1980 et 1999 (Unesco 1980)³. Soutenu par plusieurs États africains et par l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ce projet est représentatif de la forte demande de reconnaissance de son identité du continent à partir des années 1960. Le lancement de ce projet par l'Unesco en 1964 s'inscrit alors dans l'air du temps, à l'époque des indépendances (17 États africains deviennent indépendants en 1960) ; parallèlement au projet Unesco sera d'ailleurs publiée de 1975 à 1986 la *Cambridge History of Africa* (Fage & Oliver 1975-1986), « entreprise rivale » selon l'historien Jan Vansina (1993), associé au projet Unesco.

Parmi les rédacteurs de l'Histoire générale de l'Afrique, les historiens africains sont largement représentés, constituant les deux-tiers des membres du Comité scientifique international chargé de superviser la rédaction. Plusieurs historiens et intellectuels africains ont joué un rôle important dans la conception et l'inspiration du projet : Joseph Ki Zerbo, auteur d'une Histoire de l'Afrique noire, en 1972, membre du conseil exécutif de l'Unesco de 1972 à 1978, Cheikh Anta Diop, et Amadou Hampaté Bâ, membre conseil exécutif Unesco de 1960 à 1968. Le rôle important donné à ces historiens africains dans ce projet contraste avec le précédent projet historiographique de l'Unesco, l'Histoire de l'Humanité, qui avait été publiée en 1968, et dont la composition de la Commission internationale chargée de la rédaction était marquée par un net déséquilibre en faveur des Occidentaux

Le projet de l'HGA a son origine dans la résolution 3.442 de la conférence générale de l'Unesco (13^e session).

^{2.} Archives diplomatiques britanniques, OD 24/041 : notes de Mary Smieton, sur sa visite en Afrique, juillet 1965, p. 5.

^{3.} Voir aussi Jan Vansina (1993).

(Maurel 2010)⁴. Ce précédent projet est donc un contre-modèle pour les acteurs du projet HGA⁵. La réalisation de l'HGA donne lieu à d'importants travaux de documentation et d'inventaire, à des campagnes de collecte de la tradition orale et de manuscrits inédits, à la préparation d'un Guide des sources de l'histoire de l'Afrique et d'une collection d'« études et documents » sur l'histoire de l'Afrique (Unesco 1984), et à des rencontres entre spécialistes. L'ouvrage, vaste et ambitieux, en huit volumes, se veut novateur : il se présente comme une première tentative d'élaboration d'un point de vue africain sur l'Afrique dans son ensemble. Le texte revalorise le passé précolonial de l'Afrique. Les historiens qui l'écrivent s'efforcent d'utiliser des sources locales et notamment archéologiques. Ils réhabilitent les grands conquérants africains, diabolisés par l'historiographie coloniale, et mettent en valeur la richesse et le rayonnement des empires précoloniaux. L'Histoire de l'Afrique constitue un jalon historiographique important. Dans cette publication, le continent est considéré dans son ensemble, ce qui atteste de l'inspiration panafricaine du projet. Cette entreprise constitue aussi un témoignage intéressant de la volonté de nombreux Africains de produire eux-mêmes les savoirs sur leur histoire et leur culture.

Comment, en pratique, un projet collectif aussi ambitieux a-t-il été possible? Et surtout, que révèle l'histoire de la réalisation du projet HGA sur l'état d'esprit et les conceptions des historiens, en particulier des historiens africains, de l'époque? Dans cet article fondé sur l'étude des archives de l'Unesco (rapports, correspondances, articles de presse) et sur des entretiens inédits, il conviendra de présenter les acteurs du projet, le mécanisme mis en place, les étapes de la réalisation, de souligner le caractère afro-centré du projet et sa dimension politique, avant d'analyser les difficultés rencontrées et d'évaluer la diffusion de l'ouvrage.

Des acteurs de renom et aux deux-tiers africains

La direction de chaque volume est donnée à des notoriétés⁶. Bien qu'il n'y ait alors pas beaucoup d'historiens africains⁷, l'Unesco parvient à nommer comme directeurs de volumes des historiens africains de valeur : pour le volume I, Joseph Ki-Zerbo (*Présence Africaine* 2006 ; Abdelmadjid 2007) ; pour le volume II, l'Égyptien Gamal Mokhtar, professeur d'histoire ancienne à l'Université du Caire ; pour le volume III, le Marocain Mohamed el Fasi, historien et ancien ministre de l'Éducation nationale et des Beaux Arts de son pays ; pour le volume IV, le Guinéen Djibril Niane, spécialiste de l'empire

^{4.} Voir aussi, sur ce projet, K. NAUMANN (à paraître) et P. DUEDAHL (2011).

^{5.} Augustin Gatera, *Interview*, 31 janvier 2013.

^{6.} Catherine Coquery-Vidrovitch, *Interview*, 5 février 2013.

^{7.} Ibid.

du Mali et de collecte d'histoire orale⁸; pour le volume v, le Kenyan Bethwell A. Ogot; pour le volume vi, le Nigérian Jacob Festus Ade Ajayi, professeur d'histoire et recteur de l'Université de Lagos et l'un des principaux représentants de l'« École d'Ibadan », école historique née au Nigeria dans les années 1950 et influente jusque dans les années 1970⁹; Ade Ajayi a innové par l'emploi de sources orales; mû par le nationalisme, il a mis l'accent sur les forces religieuses à l'origine de l'émergence du Nigeria moderne; pour le volume vii, le Ghanéen Adu Boahen; pour le volume viii, le Kényan Ali Mazrui, assisté à partir de 1984 de l'Ivoirien Christophe Wondji, agrégé d'histoire.

En plus de ces directeurs de volume, il y a un comité scientifique international de trente-neuf membres, mis en place en 1971, et qui se réunit en moyenne tous les deux ans jusqu'en 1985¹⁰; et en son sein, un bureau de huit membres se réunit une fois par an. Plusieurs autorités parmi les historiens occidentaux sont intégrées au comité scientifique international, comme le médiéviste français Jean Devisse, spécialiste de l'archéologie de l'Afrique; l'historien américain Philip Curtin¹¹ et l'africaniste belge Jan Vansina, qui a développé des réflexions méthodologiques fondatrices sur l'histoire orale (Vansina 1965, 1985).

Le comité comporte deux-tiers d'Africains, et parmi eux le célèbre historien, scientifique et homme politique sénégalais Cheikh Anta Diop, connu pour avoir mis l'accent sur l'apport de l'Afrique à la civilisation mondiale (Fauvelle 1996; Mbaké Diop 2007); l'Éthiopien Aklilu Habte, Premier ministre d'Éthiopie de 1961 à 1974; le Malgache Charles Ravoajanahary, grande figure de l'accession de Madagascar à l'indépendance¹².

Si un effort a été fait pour représenter de manière équitable les Africains par rapport aux Occidentaux, en revanche l'équilibre hommes/femmes est

^{8.} Il publie en 1960, *Soundjata, ou l'épopée mandingue*, récit qu'il a collecté oralement par le récit du griot Dieli Mamoudou Kouyate.

^{9.} Cette École, représentée par le *Journal of the Historical Society of Nigeria*, entendait justement aborder l'histoire africaine d'un point de vue africain. Ses membres ont rédigé des manuels d'histoire qui ont été utilisés dans les écoles de tout le Nigeria. La tendance dominante de cette École est le nationalisme et la volonté de glorifier l'histoire précoloniale. Il y avait d'ailleurs des frictions entre l'École d'Ibadan et les africanistes de Grande-Bretagne et des États-Unis d'Amérique, qui jugeaient les membres de l'École d'Ibadan insuffisamment objectifs et trop impliqués politiquement. Ces derniers voyaient inversement les historiens anglosaxons volontiers comme impérialistes.

^{10.} Archives Unesco (désormais tous les documents d'archives cités viennent des archives de l'Unesco); CLT/CID/89: évaluation de l'HGA, juin 1992.
11. Connu pour son ouvrage de 1969, The Atlantic Slave Trade: A Census, qui

^{11.} Connu pour son ouvrage de 1969, *The Atlantic Slave Trade : A Census*, qui donne une des premières estimations du nombre d'esclaves transportés par-delà l'Atlantique entre le XVI^e et le XIX^e siècle.

^{12.} Ses premiers combats portèrent sur la reconnaissance de la culture et de l'histoire de son pays, contre le silence et l'interprétation imposés par le colonisateur. Professeur d'histoire au moment de l'indépendance, il fut longtemps directeur du département de Langue et Lettres malgaches de l'Université d'Antananarivo. Il forma un nombre conséquent des futurs cadres de l'île.

loin d'être respecté; seulement deux femmes figurent parmi les trente-neuf membres du comité: Mutumba Mainga Bull, Zambienne, historienne de l'Afrique australe, professeure à l'Université de Lusaka, et A. Jones, Libérienne, spécialiste de l'histoire du Liberia, professeure à l'Université du Liberia à Monrovia. Mais elles ne joueront pas un rôle actif dans le projet¹³.

Au sein du secrétariat de l'Unesco, qui assure la logistique administrative et financière¹⁴, une toute petite équipe suit le projet : le Béninois Maurice Glélé, agrégé de droit public et de droit international, auteur de travaux sur la culture africaine (Glélé 1981), le Rwandais Augustin Gatera. diplômé en histoire de l'Université de Florence et de la Sorbonne ; une assistante administrative française. Monique Lesueur : une secrétaire camerounaise et une dactylo française¹⁵. Cette équipe se montre dynamique et dévouée au projet, comme l'observe Christophe Wondji dans un rapport de 1992 : « Le rôle joué par le secrétariat de l'Unesco a été capital. Compétents et dévoués à la cause de l'histoire africaine, les responsables administratifs du projet ont, en effet, su vaincre les difficultés inhérentes à une entreprise de cette nature. L'unité et la continuité de cette équipe soudée autour d'un chef de section particulièrement consciencieux qui a pu galvaniser les énergies d'un comité scientifique aussi vaste que dispersé, ont été des facteurs déterminants de réussite »¹⁶. Jan Vansina (1993) loue « l'obstination » de Maurice Glélé. En outre Jean Devisse joue avec efficacité le rôle de rapporteur, grâce à ses talents de diplomate¹⁷.

Une procédure de rédaction complexe et rigoureuse

La procédure de rédaction est complexe et rigoureuse, d'où sa lenteur¹⁸. Elle comporte de nombreuses vérifications par tous les membres du comité scientifique international et par ceux du bureau, afin d'obtenir le maximum de garantie scientifique.

Cette procédure est la suivante : « Les textes présentés par les auteurs sont transmis au directeur du volume : à lui d'approuver, de modifier ou de rejeter le texte. Celui-ci, quand il l'estime prêt, est communiqué à tous les membres du Comité qui dans un délai de deux mois doivent renvoyer leur avis et leurs commentaires éventuels. Passé ce délai le texte est considéré comme approuvé » 19.

^{13.} CLT/CID/89: évaluation de l'HGA, juin 1992, pp. 10-11.

^{14.} CLT/CID 4: mémo Unesco, février 1987 (bulletin pour la presse).

^{15.} CLT/CID/89 : évaluation de l'*HGA*, juin 1992, p. 11.

^{16.} CLT/CID/89: rapport sur les projets d'histoire, décembre 1992, par Christophe WONDJI, p. 7.

^{17.} Catherine Coquery-Vidrovitch, Interview, 5 février 2013, Jan Vansina (1993).

^{18.} Catherine Coquery-Vidrovitch, Interview, 5 février 2013.

^{19.} CLT/CID 4 : mémo Unesco, février 1987, bulletin pour la presse (citation) ; Jan Vansina (1993).

Les directeurs de volume sont choisis par le Comité qui les élit à la majorité des deux tiers. Les auteurs des chapitres sont aussi choisis par le comité. « La préférence est donnée aux auteurs africains » « Le comité veille particulièrement à ce que toutes les régions du continent [...] soient, dans toute la mesure du possible, équitablement représentées parmi les auteurs »²⁰. Le respect de cette procédure est attesté par Gatera, qui précise cependant que c'était plutôt le directeur de volume qui en fait déterminait les auteurs des chapitres de son volume, proposant des noms d'auteurs que les membres du comité en général entérinaient. « Ils ne se battaient pas, car c'étaient des universitaires », témoigne Gatera²¹.

De nombreuses réunions d'experts et des colloques ont été organisés au cours du projet, sur des sujets comme la tradition orale (à Niamey en 1967 et Ouagadougou en 1968), l'Égypte ancienne (au Caire en 1974), la traite négrière (à Port-au-Prince en 1978), la décolonisation de l'Afrique (à Varsovie en 1978) et la méthodologie de l'histoire de l'Afrique contemporaine (à Ouagadougou en 1979)²².

Les archives conservées à l'Unesco attestent, pour le volume VII tout au moins, d'intenses échanges entre les auteurs et le directeur de volume²³. Toutefois, sur la trentaine de membres du comité scientifique, peu à peu il apparaît que seule une petite moitié participe vraiment aux échanges ; « les membres les plus assidus sont surtout les membres du Bureau, les directeurs de volumes et une dizaine de membres du comité », observe une évaluation de l'*HGA* en 1992²⁴.

L'association des historiens africains, créée en 1973, participe comme observateur, à partir de 1975, aux réunions du comité. Elle n'hésite pas à critiquer le déroulement du projet et la qualité du travail, et déplore de n'être pas assez associée au projet²⁵.

Un projet en plusieurs temps

Il y a eu plusieurs phases dans la préparation, comme l'Unesco le décrit en 1987 : la première phase, de cinq ans, de 1965 à 1970, « visait à rassembler des éléments de documentation écrits et oraux sur place, en Afrique, tandis qu'étaient discutés les problèmes de méthodologie dans des réunions

^{20.} ODG 3/52: doc. du 8 août 1979, par B. A. Ogot.

^{21.} Augustin Gatera, Interview, 31 janvier 2013.

^{22.} ODG 3/52: doc. du 22 /10/1980.

^{23.} CLT/CS/7.

^{24.} CLT/CID/89: évaluation de l'*HGA*, juin 1992, pp. 10-11. Ce fait est aussi attesté par Jan Vansina (1993).

CLT/CID/157: doc. intitulé « participation de l'association des historiens africains au projet d'HGA », 10 mai 1979; CLT/CID/157, doc. intitulé « projet de rapport », 9 mai 1979.

scientifiques internationales »²⁶. Durant cette première phase, ont été effectuées des campagnes de collecte de la tradition orale (création de centres régionaux de documentation pour la tradition orale comme celui de Niamey) et de manuscrits inédits en langues africaines (création en 1974 du Centre de documentation et de recherches Ahmed-Baba, chargé de répertorier, restaurer et protéger les milliers de vieux manuscrits retrouvés dans la région)²⁷: un inventaire des archives a été fait ainsi qu'un Guide des sources de l'histoire de l'Afrique, à partir des archives et bibliothèques des pays non africains (publication de quatorze guides des sources)²⁸; et plusieurs rencontres entre spécialistes ont eu lieu (Unesco 1981, 1:11).

Pour Jan Vansina (1993), les années 1971 à 1978 ont été des « années difficiles », notamment à cause des réticences des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'urss à ce projet trop afro-centré à leur goût. Mais il souligne que le soutien d'Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'Unesco de 1974 à 1987, a été déterminant pour permettre au projet d'avancer.

La deuxième phase, pendant plus de quinze ans, est la phase de la rédaction et de la publication²⁹. Enfin, la troisième phase est celle « d'exploitation et de vulgarisation ». Elle commence avec la préparation d'une version abrégée de l'HGA, en huit volumes aussi mais de taille deux fois plus petite. Il est également entrepris de publier l'HGA dans des langues africaines, d'en tirer des manuels scolaires, des cassettes et des bandes dessinées³⁰. À la fin des années 1980 est envisagée aussi la rédaction d'une suite à l'HGA, un volume IX. Une réunion est organisée, mais finalement ce volume IX ne sera pas réalisé³¹. Il y aura seulement l'ajout d'une postface écrite par A. Mazrui au volume VIII, constituant une version actualisée du volume VIII parue en 1999.

De plus, l'HGA a ouvert la voie à d'autres projets d'histoires lancés ensuite par l'Unesco³²: une *Histoire générale de l'Amérique latine*, une Histoire des civilisations de l'Asie centrale, une Histoire de la civilisation islamique, et une Histoire générale des Caraïbes seront mises en projet plusieurs années après le lancement de l'HGA. « Tous ces projets visaient à combler les lacunes constatées dans l'Histoire de l'humanité », comme l'observe le conseil exécutif de l'Unesco³³.

^{26.} CLT/CID 4: mémo Unesco, février 1987 (bulletin pour la presse).

^{27.} CLT 1982-83 CAB/7/68: brochure Préparation d'une histoire générale de l'Afrique, Unesco, 1983, p. 33.

^{28.} CLT/CID/89: rapport sur les projets d'histoire, décembre 1992, par C. Wondji, p. 9. 29. CLT/CID 4 : mémo Unesco, février 1987 (bulletin pour la presse).

^{31.} Catherine Coquery-Vidrovitch, Interview, 5 février 2013.

^{32.} CLT/CID/89 : rapport sur les projets d'histoire, décembre 1992, par C. Wondji,

^{33.} Conseil exécutif, 156 EX/10 Rev, Paris, 20 mai 1999, 3.5.3: « Suivi du projet d'histoire générale de l'Afrique ».

Un point de vue afro-centré et panafricain

Dès le lancement du projet il est prévu que l'*HGA* soit « une histoire du continent considéré dans son ensemble comme une totalité ; [...] une histoire envisagée de l'intérieur, à partir du continent lui-même, [...] les Africains étant considérés comme sujets et non comme simples objets d'histoire »³⁴. L'ouvrage, se veut novateur, se présentant comme une première tentative d'élaboration d'un point de vue africain unifié sur l'Afrique dans son ensemble (Unesco 1980, I: 12, 14, II: 18)³⁵.

Dans l'ouvrage, le continent africain est souvent considéré comme un tout³⁶. Il s'agit d'œuvrer à « la reconnaissance du patrimoine culturel africain », et de « mettr[e] en évidence les facteurs qui contribuent à l'unité du continent ». L'ouvrage se veut aussi « le reflet fidèle de la façon dont les auteurs africains voient leur propre civilisation »³⁷ et entend faire « apparaître la contribution des Africains au développement de l'humanité »³⁸. Cette « vision de l'intérieur » est considérée par Christophe Wondji comme le trait par lequel la HGA se différencie de la Cambridge History of Africa, cette dernière étant jugée plus eurocentrique³⁹.

Le texte de L'histoire de l'Afrique est marqué par l'influence de la « nouvelle histoire africaine » qui revalorise le passé précolonial, perçu comme une sorte d'âge d'or, et qui exalte l'« authenticité » africaine liée au nationalisme. Les « nouveaux historiens » de l'Afrique (dont Cheikh Anta Diop) s'efforcent d'utiliser des sources africaines et notamment archéologiques, par réaction à l'utilisation exclusive de sources extérieures comme cela avait été le cas jusqu'alors. La mise en parallèle de la puissance militaire de l'Ouest africain, comme le Ghana et le Mali, avec les faiblesses de la France capétienne à la même époque, la valorisation du rayonnement religieux du royaume du Congo au XVe siècle, de la richesse culturelle du Bénin, de la force d'attraction politique au XVIIIe siècle en Afrique centrale de l'empire Lunda, en sont des caractéristiques.

Les nouveaux historiens africains s'élèvent contre l'idée jusqu'alors répandue que les sociétés africaines ne pouvaient faire l'objet d'une étude scientifique, faute notamment de sources et de documents écrits. Ils réhabilitent les grands conquérants africains, diabolisés par l'historiographie européenne de l'époque coloniale. À l'inverse de l'histoire coloniale, qui met

^{34. 85} EX/10 Rev. Statuts du comité scientifique international pour la rédaction et la publication d'une *HGA*.

^{35.} A. M. M'Bow, préface à l'*HGA*, vol. I, pp. 12-14; B. A. Ogot, « Introduction », *Histoire générale de l'Afrique*, vol. II, p. 18.

^{36.} Ainsi dans le vol. VIII, les chap. 11 à 30 traitent tous de l'Afrique entière.

^{37.} A. M. M'Bow, préface à l'*HGA*, vol. I, pp. 9-10-15; même phrase dans ODG 3/52: doc. du 8 août 1979, par B. A. Ogot; ce texte est publié dans la brochure *Préparation d'une histoire générale de l'Afrique*, Paris, Unesco, 1983.

^{38.} CLT/CID 4 : mémo Unesco, février 1987 (bulletin pour la presse).

^{39.} CLT/CID/89: rapport sur les projets d'histoire, décembre 1992, par C. Wondji.

en valeur les bienfaits de la colonisation, cette histoire insiste sur les ravages opérés sur les cultures africaines par la traite des Noirs et par la colonisation. Elle porte donc « un message qui se situe aux antipodes de celui qu'ont transmis les historiens de l'époque coloniale »⁴⁰. Certains intellectuels comme Philippe Decraene (1982 : 38-40) se montreront cependant critiques envers cette nouvelle histoire, estimant qu'elle est au fond « aussi apologétique dans ses formes que celle qu'elle prétend condamner ».

Amadou Mahtar M'Bow souligne l'ambition politique de L'histoire de l'Afrique. En montrant que dans l'Antiquité et au Moyen-Âge existaient en Afrique des systèmes politiques et économiques très évolués, l'ouvrage vise à valoriser l'histoire et la culture africaines, à donner à l'identité africaine une « conscience historique rénovée » (Unesco 1980, I: 9-10, 13, 15). L'ouvrage, mettant l'accent sur l'histoire culturelle africaine, se livre à une analyse de la tension que connaissent les intellectuels africains entre culture autochtone et culture occidentale, et du risque de perte de l'identité culturelle africaine. Il s'efforce de défendre l'idée d'une culture africaine vivante authentique, en « continuité avec les temps antérieurs », et ce « malgré l'adoption de techniques ou d'instruments venus d'Europe »⁴¹. Le volume VIII en particulier accorde une place importante à l'histoire culturelle.

La participation de Cheikh Anta diop à l'*HGA* a créé des polémiques, notamment par ses positions très radicales sur l'Égypte antique qu'il considérait comme une civilisation négro-africaine. Dès 1971 s'est produit un fort « accrochage » entre Cheikh Anta Diop et le directeur du volume II, Gamal Mokhtar (Vansina 1993). Au colloque du Caire en 1974 sur l'Égypte antique, il y a eu une vive discussion entre égyptologues autour de Cheikh Anta Diop. « À l'époque, Cheikh Anta Diop était le diable pour les Européens. Il n'était pas historien professionnel, il est donc allé trop loin », rappelle Catherine Coquery-Vidrovitch⁴². Malgré le caractère controversé des positions de Cheikh Anta Diop, sa participation au projet ne nuira pas à la reconnaissance de la qualité scientifique de l'ouvrage.

Les protagonistes de l'*HGA* s'élèvent avec indignation contre les affirmations selon lesquelles l'Afrique ne pourrait pas avoir d'histoire (Unesco 1980, I: préf.). À plusieurs reprises dans les documents de l'Unesco et dans le texte des publications réalisées (*ibid.* : 51, 1984 : 15-18), revient la citation d'un historien britannique, Hugh Trevor-Roper qui, en 1963, a affirmé que l'Afrique n'avait pas d'histoire : « Peut-être pourrons-nous, plus tard, parler d'une histoire de l'Afrique [...]. Mais pour l'instant, il n'y en a pas : il n'y a que l'histoire des européens en Afrique. Le reste est ténèbres [...] et les ténèbres ne relèvent pas de l'histoire »⁴³. Par contrepoint, la première phrase de l'introduction du volume I de l'*HGA*, écrite par Joseph Ki-Zerbo,

^{40.} A. M. M'Bow, préface à l'HGA, vol. I, pp. 9-10.

^{41.} Histoire générale de l'Afrique, vol. II, pp. 639, 695.

^{42.} Catherine Coquery-Vidrovitch, Interview, 5 février 2013.

^{43.} CLT/CID 4: mémo Unesco, février 1987 (bulletin pour la presse).

est : « L'Afrique a une histoire », et il ajoute : « L'Histoire de l'Afrique doit être réécrite. Car jusqu'ici, elle a été souvent masquée, camouflée, défigurée, mutilée » (ibid. : 21).

Pour redonner son identité propre à l'Afrique, les efforts des acteurs de l'HGA passent notamment par le « rétablissement de la terminologie authentique », dans les noms de lieux ou de peuples ; ainsi, Hottentot est remplacé par Khoi-Khoi, Bushman par San⁴⁴.

Le panafricanisme apparaît clairement dans la structure de l'HGA, où plusieurs chapitres sont consacrés à l'Afrique dans son ensemble⁴⁵. Dans le volume VIII en particulier, plusieurs chapitres sont consacrés au panafricanisme⁴⁶. Dans cet esprit, l'ouvrage vise à faire apparaître les liens entre Afrique et Amérique ⁴⁷ et entre Afrique et Asie (*ibid.* : 13).

Le panafricanisme apparaît aussi dans le choix des bornes chronologiques: ainsi pour le volume VIII, au lieu de prendre comme début 1939, début de la Seconde Guerre mondiale, le choix s'est porté sur 1935, « parce que pour l'Afrique, la Seconde Guerre mondiale a commencé cette annéelà », avec l'invasion de l'Éthiopie par les troupes italiennes (Unesco 1998, VIII: 19).

L'ouvrage insiste aussi sur l'idée que l'Afrique a influé sur l'histoire des autres continents et notamment sur l'Europe : ainsi dans le volume VIII il est dit que « l'Afrique a aidé l'Europe à se réhumaniser » (ibid. : 26), l'Afrique est même présentée comme « libératrice de l'Europe », avec deux exemples : « Le FLN algérien, à l'origine de la disparition de la IV^e République française et de son instabilité, contribua à l'avènement d'une V^e République aux reins plus solides »; et les revendications de décolonisation des colonies portugaises sont présentées comme étant à l'origine de la Révolution des œillets et du retour de la démocratie au Portugal en 1974 (Unesco 1998, VIII: 41-44): « L'accession de de Gaulle au pouvoir et le renversement de la dictature fasciste et raciste de Salazar au Portugal furent les sousproduits directs du combat anticolonial en Asie et dans le nord-ouest de l'Afrique », écrivent Jean Suret Canale et Adu Boahen (Unesco 1998, VIII : 223). Un autre chapitre présente « la contribution de l'Afrique à l'industrialisation de l'Europe » (ibid. : 716-719).

Enfin, par souci d'un texte afro-centré, certains termes sont bannis, par exemple le terme de « collaborateurs » pour désigner les Africains ayant

^{44.} ODG 3/52: doc. du 22 octobre 1980.

^{45.} Ex., vol. VII, chap. 3, pp. 13-22. 46. Vol. VIII, section VI: « Le panafricanisme : libération et intégration depuis 1935 » ; chap. 23 : Joseph E. Harris, « L'Afrique et la diaspora noire », avec la collaboration de S. Zeghidour, p. 775; chap. 24: S. K. B. Asante, « Le panafricanisme et l'intégration régionale », en collaboration avec D. Chanaiwa, p. 797; vol. VIII, chap. 25: E. Kodjo et D. Chanaiwa, « Panafricanisme et libération », p. 819.

^{47. 85} EX/10 Rev. Statuts du comité scientifique international pour la rédaction et la publication d'une HGA; HGA, vol. VII, chap. 29 : R. D. Ralston, « L'Afrique et le nouveau monde » (avec une contribution de F. MOURAO).

soutenu les Européens pendant la période coloniale : pour Adu Boahen, ce terme est « eurocentrique » et, depuis la Seconde Guerre mondiale, « péjoratif »⁴⁸. De même, pour éviter de faire apparaître les Africains comme passifs pendant la colonisation, les titres et le contenu de plusieurs chapitres du volume VII insistent, sur l'impulsion de A. A. Boahen, sur les « initiatives et réactions » des Africains⁴⁹.

Ce point de vue panafricain de l'*HGA* répond à une véritable demande des intellectuels africains de l'époque⁵⁰. En revanche, il suscite des réactions parfois critiques des Américains associés au projet. C'est le cas de l'éditeur Charles Smith, des éditions Simon and Schuster⁵¹, et de Philip Curtin qui, en 1980, dans ses commentaires sur certains chapitres du volume VII, estime que l'approche est trop « afro-centrée » et qu'on est passé d'un extrême à l'autre : alors qu'avant on écrivait l'histoire de l'Afrique du Sud en ne parlant que des Blancs, désormais on ne parle que des populations africaines d'Afrique du Sud⁵².

Le financement : l'appel à des fonds extrabudgétaires

Le bugdet initial accordé par la conférence générale de l'Unesco était de 500 000 dollars, à raison de 100 000 par biennium⁵³. Au fur et à mesure de la réalisation du projet, la réalisation traînant en longueur, le financement par le budget ordinaire de l'Unesco est loin de suffire, et des financements extrabudgétaires deviennent nécessaires. Finalement en 1992 le total du budget de l'*HGA* s'élève à 1 202 000 dollars, dont 700 000 dollars de fonds extrabudgétaires⁵⁴.

Parmi les États ayant accordé des financements extrabudgétaires pour l'*HGA*, il y avait en particulier la Libye, qui y a contribué de manière importante de 1978 jusqu'à la chute de Khadafi⁵⁵. Ainsi en 1993, le projet *HGA* disposait de 643 000 dollars donnés par la Libye⁵⁶. La subvention libyenne permet notamment la publication dans les années 1990 de quatre volumes

^{48.} CLT/CS/7: lettre de A. A Boahen à Ranger, 19 décembre 1978; *HGA*, vol. VII, chap. 1: A. A. Boahen, «L'Afrique face au défi colonial », pp. 31-33.

^{49.} Vol. VII: les chap. 3 à 9 contiennent l'expression « Initiatives et résistances africaines ».

^{50.} CLT/CID 4 : lettre de Tsegaye Gabre-Medhin, poète éthiopien, conseiller au ministère de la Culture d'Éthiopie, à M'Bow, 29 juillet 1987.

^{51.} CLT/CID/89 : commentaires de l'éditeur Charles Smith, non daté.

^{52.} CLT/CS/11: lettre de P. Curtin à M. Glélé, 26 mai 1980.

^{53. 85} EX/10 Rev. Statuts du comité scientifique international pour la rédaction et la publication d'une *HGA*.

^{54.} CLT/CID/89 : évaluation de l'*HGA*, juin 1992, pp. 13-14.

^{55. 156} EX/10 Rev, Paris, 20 mai 1999, 3.5.3 : « Suivi du projet d'histoire générale de l'Afrique ».

^{56.} CLT/CID/89 : doc. de 1993 intitulé « La situation actuelle des projets et les perspectives de financement ».

en arabe ainsi que les volumes des versions linguistiques africaines (hawsa, kiswahili). Et, en avril 1999, c'est à Tripoli que se sont déroulées les cérémonies marquant l'achèvement de l'*HGA*, dans ses versions anglaise, française et arabe, ce qui montre bien la place importante de la Libye dans le projet⁵⁷.

Cet important soutien de la Lybie va de pair avec certaines pressions de ce pays pour être fortement représenté dans l'ouvrage : les représentants de la Libye, comme M. el Hareir, membre du Comité scientifique international, et les membres de la Commission nationale libyenne, font pression à plusieurs reprises pour que l'*HGA* contienne davantage d'éléments sur leur pays⁵⁸.

Dans les années 1990 également, deux volumes en français sont publiés grâce au concours de la Côte-d'Ivoire et de la France; les cinq derniers volumes de la version abrégée en français sont publiés grâce à la subvention de l'Agence de la francophonie⁵⁹. Le Vatican et l'impératrice d'Iran fournissent aussi des financements⁶⁰.

L'Unesco a aussi envisagé de demander des financements à la communauté afro-américaine : « La bourgeoisie riche africaine-américaine a beaucoup de moyens et aimerait faire quelque chose en direction de l'Afrique », observe Monique Lesueur en 1992⁶¹. Le directeur général de l'Unesco a des échanges à ce sujet avec le pasteur Jesse Jackson qu'il rencontre à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et ce dernier se montre « très enthousiaste » pour collaborer aux activités de l'Unesco⁶². Pourtant, on ne trouve finalement pas trace de subventions données par des Afro-Américains pour le projet HGA. Cela pourrait s'expliquer par le fait que, selon Patrick Manning, il y aurait eu aux États-Unis « très peu d'attention prêtée au projet »⁶³.

Le rôle du Vatican semble avoir été important aussi dans le financement⁶⁴. Cela a peut-être induit une place importante accordée au phénomène religieux, notamment chrétien, dans l'*HGA*. Il est notable que dans le Comité scientifique international, il y avait deux prêtres (également universitaires) : Mgr T. Tshibangu, Zaïrois, et l'abbé A. Kagamé, Rwandais. De plus, plusieurs des protagonistes africains du projet sont d'éducation chrétienne : A. Boahen et A. Gatera entre autres ont été éduqués chez les prêtres⁶⁵.

^{57.} Conseil exécutif, 156 EX/10 Rev, Paris, 20 mai 1999, 3.5.3 : « Suivi du projet d'histoire générale de l'Afrique ».

^{58.} CLT 1982-83 CAB/7/68: lettre de M. Makagiansar au DG, 6 mai 1983; CLT/CS/8: lettre de M. Makagiansar, ADG/CLT, au DG, 6 mai 83; et CLT/CS/11: plusieurs lettres de la Commission nationale libyenne.

^{59. 156} EX/10 Rev., Paris, 20 mai 1999, 3.5.3 : « Suivi du projet d'histoire générale de l'Afrique ».

^{60.} Vol. VIII, page de garde; évaluation de l'HGA, 1992, p. 13.

^{61.} CLT/CID/89: lettre de M. Lesueur à Mme Ischinger, 28 septembre 1992; aussi : CLT/CID/89: rapport sur les projets d'histoire, décembre 1992, par C. WONDII.

^{62.} CLT/CID/89: lettre de M. Lesueur à Mme Ischinger, 28 septembre 1992.

^{63.} P. Manning, *Interview* par voie électronique, 10 février 2013.

^{64.} Vol. VIII, page de garde.

^{65.} A. GATERA, Interview, 31 janvier 2013.

A. Boahen, chrétien, favorable au christianisme, est soucieux de mettre l'accent sur le rôle des mouvements chrétiens dans le volume qu'il dirige⁶⁶. Le volume VIII vise aussi à mettre en valeur le rôle des églises⁶⁷. Au final, les volumes VII et VIII mettent effectivement l'accent sur le rôle de la religion en Afrique (Unesco 1987, VII: 25, 73, 1998, VIII: 559), en particulier le rôle de la religion chrétienne en insistant sur le rôle des missionnaires afroaméricains en Afrique⁶⁸.

Ainsi la provenance des financements (Libye, Vatican...) a pu influer sur le contenu du projet HGA qui est ainsi soumis à des enjeux politiques.

Des enjeux politiques

Pour Augustin Gatera, qui a suivi le projet tout au long de sa réalisation, « les idéologies n'entraient pas en conflit »⁶⁹. En réalité, si les oppositions ont été effectivement moins vives que pour le projet d'Histoire de l'Humanité, la rédaction de l'HGA a toutefois été soumise à des enjeux politiques.

Le projet HGA a une dimension engagée puisque les mouvements de libération africains reconnus par l'OUA y sont associés dès 197370. Leurs représentants sont invités à toutes les réunions du Comité scientifique international et participent à plusieurs colloques⁷¹. D'ailleurs ces mouvements de libération soutiennent et promeuvent le projet, puisque par exemple en 1987, la South West African People's Organisation (SWAPO) commande pour son siège à Luanda dix exemplaires de l'HGA⁷².

Des tensions Est-Ouest sont aussi présentes. À plusieurs reprises (1973, 1982) les Soviétiques se plaignent de n'être pas assez représentés parmi les auteurs de l'HGA; notamment, ils déplorent que sur 400 personnes qui participent au projet il n'y ait que cinq Soviétiques comme auteurs de chapitres⁷³.

Parmi les historiens du bloc de l'Est associés au projet, mentionnons le Soviétique Artem Letney, de l'Académie des sciences de l'URSS, et le Tchèque Ivan Hrbek, co-directeur du volume III: auteur d'une traduction du Coran et d'une biographie de Mahomet, il est converti à l'islam. Au

^{66.} CLT/CS/11: commentaires de H. Slater sur le vol. VII, chap. 30, 21 mai 1983; CLT/CS/7: lettre de A. Isaacman à A. Boahen, 30 novembre 1981; CLT/CS/8: synopsis du vol. VII, chap. 3, 26 avril 1972.

^{67.} ČLT/CID/137 : doc. intitulé « Observations sur la nouvelle table des matières du vol. VIII en comparaison avec les recommandations de Nairobi », doc. établi pour la réunion de juillet 1979.

^{68.} Vol. VII, chap. 29.69. A. GATERA, *Interview*, 31 janvier 2013.

^{70.} CLT/CID/157: doc. intitulé: conseil exécutif, pt 7.4.2 de l'ordre du jour, non daté, rédigé par M. Glélé.

^{71.} ODG 3/52 : doc. du 22 octobre 1980.

^{72.} CLT/CID 4: lettre de E. Amkongo, représentant de la SWAPO en France, à 1'Unesco, 2 mars 1987.

^{73.} CLT/CS/8: lettre de A. Letney, février 1973; CLT 1982-83 CAB/7/68.

cours du projet, A. Letnev réclame que l'HGA mette davantage l'accent sur les aspects économiques de l'histoire de l'Afrique, qu'on réévalue les effets néfastes du travail forcé, qu'on tienne mieux compte de l'historiographie marxiste, et qu'on souligne que la Révolution d'Octobre 1917 avait prôné la libération des colonisés⁷⁴.

Malgré le faible nombre de représentants des pays de l'Est parmi les protagonistes du projet, on peut observer que parmi les publications de l'HGA, plusieurs tiennent compte de l'historiographie marxiste sur l'Afrique (Unesco 1984 : 61)⁷⁵. De plus, le texte de l'*HGA* est favorable à l'URSS : ainsi le chapitre du volume VIII consacré à « L'Afrique et les pays socialistes » est très favorable à cette dernière, soulignant qu'elle a apporté beaucoup de coopération aux pays africains, et, estime-t-il, de manière « désintéressée ». Le texte affirme aussi, se référant à Julius Nyerere, que « si nombre de dirigeants du continent adoptèrent le socialisme, ce fut aussi, [...] qu'il s'accordait bien avec le mode de vie africain : les Africains n'avaient pas besoin qu'on le leur enseigne, car il était déjà ancré dans leur société traditionnelle » (Unesco 1998, VIII: 895-896)⁷⁶. Cela peut s'expliquer par la sensibilité favorable au bloc de l'Est présente chez un certain nombre d'intellectuels africains à l'époque.

Ce sont par ailleurs certaines affirmations d'auteurs ou de directeurs de volumes qui suscitent des polémiques politiques, notamment celles de A. Mazrui qui souhaite que l'HGA mentionne la « République démocratique arabe sahraouie »⁷⁷, ce que l'Unesco ne peut accepter, cette république n'ayant pas été reconnue par les Nations Unies⁷⁸. De plus, la première version de la postface au volume VIII écrite par A. Mazrui suscite en 1997 de vives protestations, notamment de J. Vansina⁷⁹ et du directeur de l'OUA, Dioulde Laya, qui estime : « Le texte est très subjectif au plan scientifique, très erroné au plan politique, et nocif au plan intellectuel. Sa publication est inconcevable »80. Jan Vansina juge que ce n'est « pas de l'histoire mais un tract », qui n'a « pas de place ici » et plaide : « Il ne faut pas donner une arme capitale aux détracteurs en puissance de cette histoire de l'Afrique qui sont tentés de l'accuser d'être partisane et un outil politique, ce que la commission et son bureau ont en général évité depuis 25 ans ! »81. La

^{74.} CLT/CS/11: commentaires de A. Letnev sur le vol. VII, 8 juillet 1980; CLT/ CS/11: commentaires d'A. Letnev, 29 août 1980.

^{75.} HGA: Études et documents nº 8: La méthodologie de l'histoire de l'Afrique contemporaine, Paris, Unesco, 1984; 61: A. Letney, «L'Afrique de l'Ouest dans l'historiographie marxiste ».

^{76.} Vol. VIII, chap. 27: I. der Thiam et J. Mulira, «L'Afrique et les pays socialistes », avec la collaboration de C. Wondji, pp. 881 à 896, citations pp. 895-896. 77. CLT/CID 99 : lettre de A. Mazrui à M. Lesueur, 20 juillet 1992.

^{78.} CLT/CID 99: lettre de M. Lesueur à A. Mazrui, 17 juillet 1992.

^{79.} CLT/CID/103: lettre de J. Vansina à C. Wondji, 15 mai 1997.

^{80.} CLT/CID/103: lettre de D. Laya à C. Wondji, 16 mai 1997.

^{81.} CLT/CID/103: lettre de Jan Vansina à C. Wondji, 8 mars 1997.

première version du chapitre 1 du volume VIII écrite par A. Mazrui suscite aussi des critiques car il y juge la France néocolonialiste⁸².

La procédure d'écriture, qui prévoit de nombreuses relectures et un processus de validation rigoureux, permet d'éliminer les passages polémiques. Ainsi un autre passage où A. Mazrui désigne Mobutu comme responsable de la mort de Lumumba est finalement lui aussi effacé⁸³.

Des textes très engagés

Malgré la procédure de rédaction complexe (nombreuses relectures) et les contraintes diplomatiques liées au fait que l'*HGA* est rédigée sous l'égide de l'Unesco (nécessité de ménager les sensibilités politiques des différents États membres [Unesco 1984]), l'ouvrage comporte plusieurs passages très engagés, en particulier dans les volumes VII et VIII. C'est le cas par exemple des chapitres écrits par Catherine Coquery-Vidrovitch sur l'histoire économique de l'Afrique : dans le volume VII elle souligne le bilan « négatif » de l'économie coloniale, soulignant la « misère » et le « désarroi » engendrés chez les populations (Unesco 1987, VII : 411)⁸⁴. Et dans le volume VIII sur le XX^e siècle, elle affirme que « les injections de capitaux et les transferts de technologie se font surtout au profit de certaines oligarchies nationales ou des firmes multinationales » (Unesco 1998, VIII : 345)⁸⁵. Dans le volume VII, Adu Boahen critique explicitement les historiens qui concluent à un impact positif du colonialisme, comme P. C. Lloyd, Margery Perham, D. K. Fieldhouse, L. H. Gann, P. Duignan⁸⁶.

Les passages les plus vifs se trouvent sans doute dans le chapitre « l'Afrique et les pays capitalistes » du volume VIII, écrit par l'écrivain, poète et historien nigérian D. Chinweizu (1975). Il y identifie les fléaux économiques et sociaux qu'a fait surbir l'Europe capitaliste à l'Afrique. Critique au sujet de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord), de la CEE (Communauté économique européenne), de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) et des institutions financières internationales comme le FMI (Fonds monétaire international) et le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), il prédit (et déplore) une continuation de la domination occidentale sur l'Afrique après la fin de l'apartheid (Unesco

^{82.} CLT/CID 99 : lettre de A. Mazrui à A. Gatera, 18 novembre 1991 ; CLT/CID 99 : lettre de C. Wondji à A. Gatera, 6 juin 1991.

^{83.} CLT/CID 99: lettre de A. Mazrui à A. Gatera, 30 septembre 1991; CLT/CID 99: lettre A. Gatera à A. Mazrui, 12 septembre 1991.

^{84.} Vol. VII, chap. 15 : C. Coquery-Vidrovitch, « Économie coloniale des anciennes zones françaises, belges et portugaises (1914-1935) », p. 411.

^{85.} Vol. VIII, chap. 11: C. Coquery-Vidrovitch, « Les changements économiques en Afrique dans le contexte mondial (1935-1980) », p. 323, citation p. 345.

^{86.} Vol VII, chap. 30: A. Boahen, «Le colonialisme en Afrique: impact et signification».

1998, VIII: 880). Il dénonce l'« hégémonie de l'OCDE » et estime qu'« avec l'indépendance, l'Afrique [...] devint en fait essentiellement un protectorat de l'OTAN ». Il dénonce le rôle des Occidentaux dans l'élimination de Lumumba en 1961, le coup d'État contre N'Krumah en 1966, « les interventions britanniques au Kenya et Tanganyika en 1964 pour réprimer les soulèvements contre les régimes pro-occidentaux; [...] nombre d'interventions françaises visant à soutenir des régimes profrançais en Côte-d'Ivoire en 1964 et 1968 par exemple; de nombreuses opérations de mercenaires pour renverser des gouvernements africains "gauchisants" comme en Guinée en 1970 et aux Seychelles en 1979 et 1982 » (ibid.: 847-853)87. Il dénonce aussi la domination des multinationales en Afrique (ibid.: 867). Et Edmond Kwam Kouassi, dans un autre chapitre, considère l'ONU comme un « impérialiste bienveillant » (ibid.: 961)88, tandis que S. K. B. Asante dénonce « le néocolonialisme que pratique la CEE », estimant que « l'accord de Lomé n'est pas un document progressiste [...] mais plutôt un nouvel avatar de l'impérialisme ». Il considère qu'« aujourd'hui, [...] une grande partie de la coopération régionale ne sert pas les intérêts des pays africains mais ceux des organismes d'aide étrangers, des consultants et des sociétés transnationales » (*ibid.*: 814-816)⁸⁹. Enfin, Ali Mazrui, dans le premier chapitre du volume VIII, appelle l'Afrique à « se soustraire à l'emprise du néocolonialisme occidental » (ibid.: 44), et, dans la postface du volume VIII, accuse l'Europe d'avoir « sous-développé » l'Afrique (ibid. : 997).

Ce sont aussi certains volumes de la série de publications « Études et documents » publiés dans le cadre du projet HGA qui sont très engagés. Le numéro 5, consacré à la décolonisation de l'Afrique australe et de la corne de l'Afrique, publié en 1981, aborde la lutte pour la libération de l'Éthiopien Hagos G. Yesus « Néo-colonialisme ou décolonisation ? », où il dénonce le « pillage » de l'Afrique par les impérialistes et « la réalité étouffante de la domination et de l'exploitation néocoloniales, imposées de l'extérieur par l'impérialisme et soutenues de l'intérieur par les régimes néocoloniaux en place » (Unesco 1981 : 152-154)⁹⁰. Plusieurs de ces affirmations peuvent apparaître aujourd'hui datées, en tout cas elles apparaissent étonnantes dans une publication rédigée sous l'égide d'un organisme onusien, car ce genre de publications se caractérise généralement par un caractère très prudent et

^{87.} Vol. VIII, chap. 26: D. Chinweizu, «L'Afrique et les pays capitalistes», pp. 847-853.

<sup>pp. 847-853.
88. Vol. VIII, chap. 29: E. K. Kouassi, «L'Afrique et l'ONU», p. 959, citation p. 961.</sup>

^{89.} Vol. VIII, chap. 24 : S. K. B. Asante, « Le panafricanisme et l'intégration régionale », en collaboration avec D. Chanaiwa, p. 797, citations, pp. 814-816.

^{90.} HGA: Études et documents, nº 5: La décolonisation de l'Afrique: Afrique australe et corne de l'Afrique, Paris, Unesco, 1981, p. 151; H. G. Yesus, « Néocolonialisme ou décolonisation? », citations pp. 152-154.

consensuel. Cela atteste en tout cas de la grande liberté d'écriture dont ont bénéficié les auteurs, et ces passages sont un témoignage du courant de pensée tiers-mondiste et anti-impérialiste en vogue chez les intellectuels du Sud dans les années 1970 et suivantes.

Des difficultés pratiques

Le projet HGA a dû surmonter bien des difficultés pratiques pour aboutir. Les retards sont l'un des principaux problèmes : le projet a été lancé en 1964, le délai initial était de dix ans, or ce délai a finalement presque triplé⁹¹. Une des raisons principales de ce retard a été le long délai pour les traductions qui mettaient plusieurs mois à être effectuées, ce qui ralentissait le processus⁹². Le délai de passage de l'anglais au français était de deux ans par volume, et était encore plus long vers l'arabe⁹³. Jan Vansina insiste lui aussi sur le problème des retards, observant que par exemple son chapitre pour le volume v, accepté en 1978, n'a été publié qu'en 1992, quatorze ans plus tard, et déplore le caractère obsolète de nombreux textes à leur publication. La publication de la version arabe s'est heurtée à la difficulté de trouver un éditeur (Vansina 1993). Quant aux versions en langues africaines, elles ont posé énormément de difficultés et n'ont finalement pas été réalisées entièrement⁹⁴. Les retards sont aussi dus à la « lenteur des circuits de communication entre comités et secrétariat, entre membres de ces comités et entre ceux-ci et les auteurs »95, comme l'analyse Christophe Wondji.

La petite taille de l'équipe chargée de l'HGA au secrétariat de l'Unesco a aussi posé des difficultés, ainsi que les contraintes budgétaires⁹⁶. Les difficultés financières ont augmenté à partir de 1984, date du retrait des États-Unis de l'Unesco, ce qui a entraîné une diminution importante du budget de l'organisation, une véritable « crise financière » en son sein (Vansina 1993).

Une autre difficulté a été le respect de la collégialité. Certains directeurs de volumes comme A. Boahen ont eu du mal à accepter l'intervention du Comité scientifique international sur le processus de rédaction de leur volume⁹⁷.

^{91.} CLT/CID/89: rapport sur les projets d'histoire, décembre 1992, par C. Wondji, p. 7.

^{92.} CLT/CID/89: évaluation de l'HGA, juin 1992; C. Coquery-Vidrovitch, interview; CLT/CID/89: rapport sur les projets d'histoire, décembre 1992, par C. Wondji.

^{94.} CLT/CID/136: lettre de Mamadou Seck à DIR/CC/CSP, 16 novembre 1988; CLT/CID 4: rapport de mission de Jeanette Coulibaly, 29 juillet 1987, par J. Vansina, 1993.

^{95.} CLT/CID/89 : rapport sur les projets d'histoire, décembre 1992, par C. Wondji.

^{96.} CLT/CID 4: briefing pour le DG, 31 octobre 1987; CLT/CID/89: rapport sur les projets d'histoire, décembre 1992, par C. Wondji.

^{97.} CLT/CS/13: lettre de M. Glélé à J. Devisse, 27 août 1976.

Un autre problème est la difficulté des auteurs africains à écrire leurs chapitres en raison d'un manque de matériaux bibliographiques dans les bibliothèques africaines⁹⁸.

La dispersion géographique des protagonistes du projet et le manque d'équipements (fax, téléphone) dans certains pays africains ont rajouté aux difficultés⁹⁹.

De plus, comme l'observe C. Wondji, « certains auteurs accordent parfois peu d'intérêt au travail qui leur a été confié ». « Si les grands savants sont souvent peu disponibles, les savants de moindre envergure mais de grande disponibilité ont souvent peu de moyens techniques pour être en mesure de respecter les délais » ; « coincé entre le désistement de l'un et le retard de l'autre, le Secrétariat trouve une porte de sortie dans le recours à un troisième auteur ; mais la courbe du retard aura irrésistiblement monté » 100.

En 1992, faisant un bilan des difficultés du projet, Christophe Wondji estime aussi que le mécanisme des « gigantesques comités scientifiques internationaux » est trop lourd et devrait être remplacé par la suite par « une petite équipe de travail » ; il estime aussi qu'« il y a lieu d'arrêter les versions linguistiques dont les marchés potentiels sont extrêmement réduits [...]. L'accent doit désormais être mis sur les éditions abrégées ayant un public plus large »¹⁰¹.

Diffusion, promotion, valorisation: un résultat nuancé

L'Unesco vise une large diffusion de l'*HGA*, il s'agit de toucher tous les publics, des spécialistes avec la version intégrale, au grand public avec la version abrégée, aux enfants avec les manuels et les bandes dessinées, et même les « paysans analphabètes, en particulier grâce à des enregistrements sur cassettes »¹⁰².

Au total, l'*HGA* a été publiée à ce jour en anglais, français, et de manière partielle en chinois, italien, japonais, coréen, espagnol, portugais, et en trois langues africaines : hawsa, kiswahili, pulaar.

La diffusion et la promotion offrent un bilan contrasté. D'un côté, les documents d'archives de l'Unesco offrent une image positive : l'accueil a été bon de la part de nombreux historiens et éditeurs¹⁰³. De réels efforts de diffusion ont été effectués par l'Unesco notamment à travers les médias (presse, radio, télévision), en Occident et en Afrique, et apparemment avec

^{98.} CLT/CS/7: lettre de Wole Soyinka à A. Boahen, 6 janvier 1978.

^{99.} CLT/CID/89: rapport sur les projets d'histoire, décembre 1992, par C. Wondji. 100. CLT/CID/89: rapport sur les projets d'histoire, décembre 1992, par C. Wondji.

^{101.} Ibid.

^{102.} CLT 1982-83 CAB/7/68 : brochure *Préparation d'une histoire générale de l'Afrique*, Unesco, 1983, p. 8.

^{103.} CLT/CID/89 : évaluation de l'*HGA*, juin 1992, p. 5.

succès¹⁰⁴. Dès les années 1980, certains pays d'Afrique se montrent très intéressés à diffuser les ouvrages et à en assurer la promotion, comme la Zambie¹⁰⁵ et l'Algérie¹⁰⁶. Dans plusieurs autres pays, comme le Kenya, le Zimbabwe, l'Afrique du Sud, l'ouvrage est bien accueilli au début des années 1990¹⁰⁷. Christophe Wondji parle même d'« une période d'accueil euphorique » dans les premières années¹⁰⁸. Pour certains pays, cette attitude favorable se poursuivra au-delà, comme pour l'Afrique du Sud qui, en 2003, fait envoyer la collection complète à toutes les écoles du pays (Saunders 2006).

D'un autre côté, le bilan apparaît négatif. Selon Catherine Coquery-Vidrovitch la diffusion a été très difficile, en raison notamment du coût élevé d'expédition de l'édition grand format¹⁰⁹. De plus un stock de volumes de l'*HGA* conservé à l'Unesco aurait été jeté par erreur¹¹⁰. Catherine Coquery Vidrovitch explique aussi que l'*HGA* est trop détaillée pour un étudiant de premier cycle et insuffisante (car ancienne) pour un chercheur. Elle estime quand même que cela reste un ouvrage de références, plus en France selon elle que dans le monde anglo-saxon où la *Cambridge History of Africa* se serait davantage imposée¹¹¹.

C. Wondji observe qu'après l'euphorie initiale il y a eu une période d'« acceptation critique » : le travail est jugé bon, mais considéré comme long et coûteux. « En Grande-Bretagne, on compare l'ouvrage de l'Unesco à la *Cambridge History of Africa*, deux entreprises contemporaines aux objectifs opposés » : la *Cambridge History* est jugée plus eurocentrique mais « on loue la rapidité relative de l'opération » ; tandis que « chez l'Unesco on déplore la longueur des délais de préparation mais on salue l'ouverture d'esprit et le bas prix de vente des volumes ». C. Wondji souligne aussi la mauvaise diffusion de l'ouvrage (constat confirmé par de nombreuses autres sources) et l'insuffisante promotion¹¹².

^{104.} CLT/CID/89: évaluation de l'*HGA*, juin 1992; CLT/CID/136: foire internationale du livre, Dakar, 25-31 mai 1988, rapport de mission, par Mamadou Seck; CLT/CID 4, rapport de mission de Jeanette Coulibaly, 16 septembre 1986.

^{105.} CLT/CID 4: lettre du représentant de l'Unesco dans les pays du sud de l'Afrique, à ADG/CC, 4 avril 1986.

^{106.} CLT/CID/136: lettre de Mamadou Seck à DIR/CC/CSP, 16 novembre 1988.

^{107.} CLT/CID/89 : lettre de la direction de James Currey Publishers à C. Wondji, 28 septembre 1992.

^{108.} CLT/CID/89: rapport sur les projets d'histoire, décembre 1992, par C. Wondji.

^{109.} C. Coquery-Vidrovitch, Interview, 5 février 2013.

^{110.} Ibid.

^{111.} Ibid.

^{112.} CLT/CID/89: rapport sur les projets d'histoire, décembre 1992, par C. Wondji; les problèmes de diffusion sont aussi attestés par CLT/CID/89: évaluation de l'*HGA*, juin 1992; CLT/CID 4: rapport de mission de Jeanette Coulibaly, 29 juillet 1987; CLT/CID 4, document non daté: « Histoire générale de l'Afrique »; CLT/CID/89: lettre de M. Lesueur à Mme Ischinger, 4 février 1993; C. Coquery-Vidrovitch, *Interview*.

Une comparaison de la diffusion de la *Cambridge History of Africa* et de l'*HGA* permet d'aboutir à un bilan plus précis : alors que la *Cambridge History* est conservée dans 1 332 bibliothèques dans le monde¹¹³, l'*HGA* a une diffusion plus faible. Le premier volume est le plus diffusé : il est conservé dans 972 bibliothèques dans le monde¹¹⁴.

DIFFUSION DES VOLUMES DE L'HG	A DANS LES BIBLIOTHÈQUES DU MONDE ENT	CIER 115 .

volumes	version anglaise	version française
1	915	57
2	528	52
3	395	56
4	495	45
5	387	44
6	385	44
7	365	42
8	359	41

La version anglaise apparaît beaucoup plus diffusée que la version française. Les autres versions ont une diffusion plus faible.

Un des atouts de l'*HGA* par rapport à la *Cambridge History* a été sa parution en version poche. Ainsi, pour l'historien américain Patrick Manning, au total « la *HGA* a été plus diffusée auprès du lectorat que la *Cambridge History* »¹¹⁶. Concernant la réception aux États-Unis, P. Manning estime qu'au moment de la parution des livres, un intérêt est apparu chez les historiens afro-américains et peut-être dans la communauté afro-américaine. Mais « pour la majorité des chercheurs et étudiants américains sur l'histoire africaine, qui sont blancs, je pense qu'il y avait plus d'attention pour la *Cambridge History* que pour l'*HGA* ». Toutefois, pour Manning, « chacune des deux Histoires était influente à sa manière »¹¹⁷.

En 1999, l'Unesco reconnaît que « l'Histoire générale de l'Afrique est aujourd'hui faiblement diffusée et peu exploitée. Sa traduction dans les langues africaines est encore inachevée. De même que sont inachevées les autres versions linguistiques (espagnole, portugaise, italienne, chinoise, coréenne, japonaise...) qui avaient été entamées au cours des années 1980, mais qui ont été depuis longtemps arrêtées »¹¹⁸. Un document de l'Unesco de 2009 reconnaît que l'*HGA* « reste encore inaccessible au grand public ». « Sa forme et son coût prohibitif en rendent la large distribution difficile. »

^{113.} Recherches sur World Cat effectuées par Patrick Manning.

^{114.} Ibid.

^{115.} Ibid.

^{116.} P. Manning, Interview, 10 février 2013.

^{117.} *Ibid*.

^{118. 156} EX/10 Rev., Paris, 20 mai 1999, 3.5.3 : « Suivi du projet d'histoire générale de l'Afrique ».

De plus, le document constate une « tendance inquiétante » récemment à une « nationalisation » de l'histoire par les auteurs des programmes scolaires africains, « négligeant les racines communes et les interactions des différentes cultures et civilisations africaines », à l'inverse du projet de l'*HGA*¹¹⁹.

Pour pallier ces problèmes, l'Unesco a fait dans les années 1990 puis 2000 des efforts de valorisation de l'HGA, même si Koïchiro Matsuura, directeur général de l'Unesco de 1999 à 2009, ne s'intéressait pas à l'HGA¹²⁰. L'Unesco envisage désormais de créer un site web, des CD Rom, des émissions de télévision, des BD pour valoriser l'HGA¹²¹ (le projet de BD, ancien, avait rencontré des difficultés dans les années 1980, et n'avait pas été réalisé)¹²². Le projet de manuels inspirés de l'HGA, idée ancienne elle aussi, a été repris récemment¹²³. Une réunion sur ce sujet s'est tenue en 1986 à Dakar, une autre en 1989 à Nairobi, une troisième à Tripoli en 1999 ; il est recommandé que ces manuels soient « écrits dans une perspective continentale »¹²⁴. Catherine Coquery-Vidrovitch, associée à ce projet de manuels africains estime pour sa part « que ce n'est pas sérieux de faire un manuel à partir de l'HGA qui est ancienne ». Le projet de manuels a une nouvelle fois été entravé, en raison du manque d'argent, et de controverses sur les questions d'esclavage (les historiens d'Afrique du Nord s'opposaient à ce qu'on y mentionne la traite par les Arabes)¹²⁵.



Au final, l'Histoire générale de l'Afrique apparaît comme un travail de qualité, d'un apport historiographique important¹²⁶. C'est aussi un exploit de la coopération scientifique internationale : un projet collectif de savants dispersés sur différents continents, à l'ère d'avant l'Internet. Pour Jan Vansina (1993), ce serait même « la plus impressionnante aventure de ce siècle ».

^{119.} Doc. CLT/CPD/DIA/2009/RP/134, mars 2009, « Pedagogical Use of the *General History of Africa* », Expert Meeting (doc. en ligne sur le site unesdoc : http://www.unesdoc.unesco.org/images/0018/001840/184049f.pdf>.

^{120.} C. Coquery-Vidrovitch, *Interview*, 5 février 2013.

^{121.} Préface à l'*HGA* par M'Bow, p. 13 ; 156 EX/10 Rev, Paris, 20 mai 1999, 3.5.3 : « Suivi du projet d'histoire générale de l'Afrique » ; et doc. CLT/CPD/DIA/ 2009/RP/134.

^{122.} CLT/CID/136: lettre de Mamadou Seck à ADG/CC, 11 juin 1987.

^{123.} CLT/CID 4 : doc. du 22 février 1988 : « Grand programme XI : la culture et l'avenir ».

^{124.} Doc. CLT/CPD/DIA/2009/RP/134: « Pedagogical Use of the *General History of Africa* », Expert Meeting, http://www.unesdoc.unesco.org/images/0018/001840/184049f.pdf>.

^{125.} C. Coquery-Vidrovitch, Interview, 5 février 2013.

^{126.} C. Coquery-Vidrovitch, *Interview*, 5 février 2013; CLT/CID/89: rapport sur les projets d'histoire, décembre 1992, par C. WONDII.

Parmi les avancées qu'a permis le projet *HGA* soulignons l'importance de la collecte des manuscrits et des traditions orales, de l'inventaire d'archives (même s'il semble que dans la rédaction de l'*HGA*, le recours à des sources de première main soit l'exception)¹²⁷; des réflexions méthodologiques (Unesco 1980, I, chap. 7 & 8, 1984); et de la collaboration entre historiens du Nord et du Sud suscitée par le projet¹²⁸. Le fait que l'Unesco ait lancé, après l'*HGA*, d'autres projets historiographiques sur le même modèle, peut être considéré comme un signe du succès du projet¹²⁹. Le caractère afro-centré de l'entreprise et sa dimension d'engagement politique (liens avec les mouvements de libération africains, affirmations anti-impérialistes dans l'ouvrage) sont le témoignage d'une époque marquée par le tiers-mondisme. Enfin, ce projet atteste de l'important rôle des organisations internationales comme l'Unesco dans la mise en place de réseaux intellectuels transnationaux.

Institut d'histoire moderne et contemporaine (IHMC), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris.

BIBLIOGRAPHIE

ABDELMADJID, S.

2007 « Joseph Ki-Zerbo, le savant, le politique et l'Afrique », Esprit, 8-9 : 83-108.

Chinweizu, D.

1975 The West and the Rest of Us: White Predators, Black Slavers, and the African Elite, New York, Vintage Books.

CURTIN, P.

1969 The Atlantic Slave Trade: A Census, Madison, University of Wisconsin Press.

DECRAENE, P.

1982 Vieille Afrique, jeunes nations, Paris, PUF.

DUEDAHL, P.

2011 « Selling Mankind: UNESCO and the Invention of Global History, 1945-1976 », *Journal of World History*, 22 (1): 101-133.

Fage, J. & Oliver, R. (dir.)

1975-1986 *The Cambridge History of Africa* (8 vols.), Cambridge, Cambridge University Press.

^{127.} CLT/CS/11: commentaires de A. Letnev, 29 août 1980.

^{128.} P. Manning, Interview, 10 février 2013; A. Gatera, Interview, 31 janvier 2013.

^{129.} P. Manning, Interview, 10 février 2013; Jan Vansina (1993).

Fauvelle, F.-X.

1996 L'Afrique de Cheikh Anta Diop : histoire et idéologie, Paris, Karthala (« Tropiques »).

GLÉLÉ, M.

1981 Religion, culture et politique en Afrique Noire, Paris Economica/Présence Africaine.

KI-ZERBO, J.

1972 Histoire de l'Afrique noire. D'hier à demain, Paris, Hatier.

Maurel, C.

2010 « L'Histoire de l'Humanité de l'Unesco (1945-2000) », Revue d'histoire des sciences humaines, 1 (22) : 161-198.

MBAKÉ DIOP, C.

2007 « La renaissance africaine : enjeux et perspectives culturelles, scientifiques et techniques dans l'œuvre de Cheikh Anta Diop », *Présence Africaine*, 175-176-177 : 469-497.

NAUMANN, K.

À paraître « Avenues and Confines of Globalizing the Past: UNESCO's International Commission for a "Scientific and Cultural History of Mankind" (1952-1969) », in M. Herren (ed.), Networks in Times of Transition. Toward a Transcultural History of International Organisations, Springer Verlag.

NIANE, D.

1960 Soundjata, ou l'épopée mandingue, Paris, Présence Africaine.

Présence Africaine

2006 « L'histoire africaine : l'après Ki-Zerbo/African History : After Ki-Zerbo », Numéro spécial, 173.

SAUNDERS, C.

2006 « The General History of Africa and Southern Africa's Recent Past », *Présence Africaine*, 173 : 117-126.

Unesco (collectif)

1980-1999 *Histoire générale de l'Afrique*, Paris, Unesco (pour la version française : vol. 1 & 2 : 1980 ; vol. 3 : 1990 ; vol. 4 : 1985 ; vol. 5 : 1999 ; vol. 6 : 1996 ; vol. 7 : 1987 ; vol. 8 : 1998).

1981 La décolonisation de l'Afrique : Afrique australe et corne de l'Afrique, Paris, Unesco (« Histoire générale de l'Afrique. Études et documents, 5 »).

1984 La méthodologie de l'histoire de l'Afrique contemporaine, Paris Unesco (« Histoire générale de l'Afrique. Études et documents, 8 »).

Vansina, J.

1965 Oral Tradition. A Study in Historical Methodology, London, Routledge & Kegan.

1985 Oral Tradition as History, Madison, University of Wisconsin Press.

1993 « Unesco and African Historiography », History in Africa, 20: 337-352.

RÉSUMÉ

Les années 1960-1970 sont marquées par un intense travail de réappropriation de leur histoire par les peuples africains. Dans cet esprit, à partir de 1964, l'Unesco a promu la rédaction d'une *Histoire générale de l'Afrique (HGA)*, qui a été publiée entre 1980 et 1999. Ce projet est représentatif de la forte demande de reconnaissance de son identité du continent à partir des années 1960. Parmi les rédacteurs, les historiens africains sont largement représentés (comme Joseph Ki Zerbo, Cheikh Anta Diop et Amadou Hampaté Bâ), constituant les deux-tiers des membres du Comité scientifique international chargé de superviser la rédaction. La réalisation de l'*HGA* a donné lieu à d'importants travaux de documentation et d'inventaire. Le fait que l'Unesco ait lancé, après l'*HGA*, d'autres projets historiographiques sur le même modèle, peut être considéré comme un signe du succès du projet.

ABSTRACT

Unesco's General History of Africa. An African-Centered project of Transnational Intellectual Cooperation (1964-1999). — In the 1960s and 1970s, African peoples were eager to affirm their cultures and their history. Unesco launched from 1964 the collective writing of the General History of Africa. It was published between 1980 and 1999. Among the writers were important African historians and intellectuals like Joseph Ki Zerbo, Cheikh Anta Diop, and Amadou Hampaté Bâ. African peoples were 2/3 of members of the Scientific Committee who supervised the writing of this History. For this project, important archival and oral tradition collection was made. Unesco launched later other historiographical projects on the same model, which testifies the success of the project.

Mots-clés/Keywords: Histoire générale de l'Afrique, historiographie, ONU, panafricanisme, tiers-monde, tiers-mondisme, Unesco/General History of Africa, historiography, United Nations, panafricanism, Third World, Third-Worldism, Unesco.